

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/8248/Add.5
24 novembre 1967
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES FAITS RECENTS
QUI SE SONT PRODUITS A CHYPRE

Additif

Le Secrétaire général a adressé le nouvel appel suivant au Président de Chypre et aux Premiers Ministres de Grèce et de Turquie le 24 novembre 1967 :

"Les symptômes concernant Chypre sont de plus en plus alarmants. Il semble en ce moment que la Grèce et la Turquie soient au bord de la guerre à propos de Chypre. Il n'est donc que trop évident que l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire de ses organes appropriés, doit faire tout en son pouvoir pour éviter cette catastrophe.

Comme vous le savez, de plus en plus alarmé par la situation, j'ai prié M. José Rolz-Bennett, Sous-Secrétaire aux affaires politiques spéciales, de se rendre dans les capitales des trois pays en tant que mon représentant personnel pour y faire part aux trois gouvernements de la très profonde préoccupation que me cause la détérioration de la situation et pour fournir toute l'assistance qu'il pourrait pour renverser la tendance à la guerre. M. Rolz-Bennett a quitté New York le 22 novembre, s'est rendu à Ankara et se trouve actuellement à Athènes. Il m'a fait savoir que la situation est très dangereuse.

En ma qualité de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, je fais donc encore appel aux trois Etats les plus directement intéressés - Chypre, la Grèce et la Turquie - dans les termes les plus pressants pour qu'ils fassent preuve de la plus extrême modération particulièrement en cette conjoncture critique, pour qu'ils évitent tous actes de force ou les menaces de recours à la force et pour qu'ils fassent preuve de modération dans leurs déclarations publiques concernant le problème de Chypre et leurs relations mutuelles. Fatalement, quiconque n'agirait pas de la sorte, non seulement agirait en violation flagrante de ses obligations aux termes de la Charte des Nations Unies et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, mais encore porterait la responsabilité de la guerre qui s'ensuivra.

Les problèmes de Chypre sont nombreux et complexes et exigent d'être résolus d'urgence si l'on veut sauvegarder la paix. Sans aucun doute, l'un des plus critiques, sinon le plus critique, à l'heure actuelle est la présence sur l'île de Chypre de forces armées non chypriotes, autres que celles de la Force des Nations Unies, qui est une force de paix, d'autant que les effectifs desdites forces actuellement déployées sur l'île dépassent apparemment les

effectifs autorisés qui ont été antérieurement convenus. Je suis convaincu que la tension qui règne pourrait être atténuée et la menace imminente de guerre écartée si les trois parties directement intéressées faisaient un effort raisonné et résolu pour convenir d'une réduction substantielle des forces armées non chypriotes qui se trouvent actuellement dans un affrontement hostile sur l'île troublée de Chypre et pour assurer cette réduction. Sur le plan pratique, de telles réductions auraient à être opérées par étapes et devraient envisager le retrait ultime de toutes les forces armées non chypriotes, autres que celles des Nations Unies, qui se trouvent actuellement sur l'île. Cela rendrait possible la démilitarisation positive de Chypre et constituerait une mesure décisive pour ce qui est d'assurer la paix sur l'île.

En conséquence, j'adresse un appel des plus urgents à votre gouvernement, comme j'en adresse un aux deux autres gouvernements, pour qu'il accepte la réduction suggérée et s'emploie à élaborer un programme de réduction par étapes visant en fin de compte à assurer un retrait complet. A cette fin, j'offre mon assistance pleine et entière et, en particulier, je puis vous donner l'assurance que la Force des Nations Unies est prête à fournir toute l'assistance appropriée aux fins de l'exécution de ce programme, comme pour continuer à aider à maintenir le calme.

Je demande instamment à tous les gouvernements intéressés d'agir conformément à leurs obligations aux termes de la Charte. A cet égard, ils devraient s'abstenir de recourir à la force ou à la menace de la force pour accomplir leurs fins; ils devraient respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République de Chypre et ils devraient s'abstenir de toute intervention militaire dans les affaires de la République.

J'espère que vous voudrez bien accorder de toute urgence la plus grande attention au présent appel."

